



Fonction Publique

ILS VEULENT TOUT CASSER

C'est semble-t-il le leitmotiv de l'action gouvernementale : Révision Générale de Politiques Publiques... projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires... Le gouvernement et les parlementaires de la majorité ont définitivement collé aux revendications du ME-DEF et s'attaquent en même temps aux missions de service public et au statut des fonctionnaires. Ce n'est pas un hasard s'ils veulent mettre un terme aux garanties des fonctionnaires : c'est pour mieux réformer et privatiser les services publics.

Vous en doutez ? Regardons ensemble ce qu'est devenu France Télécom... ce que sont devenus ses agents... Finances, Éducation Nationale, Santé... même la Police est dans leur collimateur...

Pour ce qui nous concerne, après la fusion DGI-DGCP qui réforme profondément les missions fiscales... voici un nouveau rapport de la Cour des Comptes qui propose la fin de la séparation ordonnateur-comptable ! Rappelez vous : Petite fusion, Grande fusion... piège à...

Le gouvernement veut 60000 suppressions d'emplois d'ici à 2015 aux finances... !!!

Retraites :

en avant vers les 45 annuités ?

ou vers les retraites peau de chagrin ?

On peut en effet légitimement s'interroger sur l'objectif réel du gouvernement quand il annonce vouloir augmenter la durée de cotisation à 41 ans : **allonger les carrières des salariés ou réduire drastiquement les retraites en les soumettant à une décote de plus en plus systématique et sévère ?**

L'hypocrisie est tellement énorme qu'elle crève les yeux : quasiment aucune entreprise du secteur privé ne veut garder ses salariés jusqu'à 60 ans... alors 61 ? 62 ? 65 ? encore moins !

Le véritable but est clairement de réduire le montant des retraites et d'obliger les salariés (ceux qui le peuvent) à souscrire à des contrats de capital-retraite et autres placements assuranciers...

Ils veulent clairement mettre à bas notre régime de retraite par répartition !

La solidarité ne les intéresse pas : elle ne rapporte rien au CAC 40 !

Et maintenant les 35 heures !

Le dernier avatar des parlementaires de la majorité : ils veulent fêter les 10 ans de la loi des 35h par un "démantèlement définitif des 35 heures" et l'instauration d'une durée du travail "contractuelle, entreprise par entreprise". Rappelons que le président SARKOZY avait tenu des propos similaires lors de sa conférence de presse de janvier.

Après en avoir réduit la portée par l'incitation aux heures supplémentaires, la suppression d'un jour férié (et des jours comptables pour ce qui nous concerne), ils ont donc décidé de passer à la vitesse supérieure en enterrant les 35h.

Veulent-ils en même temps supprimer les centaines de milliers d'emplois créés par la réduction du temps de travail ?

Et que veulent-ils faire des dizaines de milliers de jeunes qui vont arriver sur le marché du travail à la fin de l'année scolaire ? et des chômeurs (radiés ou inscrits dans les statistiques) qui attendent un travail pour pouvoir vivre dignement ?

AMPLIFIER L'ACTION

Nous ne voulons pas de cela !

Ce n'est pas en accumulant les reculs que nous construirons un monde juste et solidaire pour nos enfants. **Au contraire, nous voulons des services publics forts, des droits et des garanties pour les salariés, des revenus décents et des conditions de travail dignes d'une société moderne.**

Après le 15 mai et ses 450 000 manifestants dans toute la France, après le 22 mai et ses 700 000 manifestants, il faut amplifier l'action pour exiger l'arrêt de cette politique de destruction et la reprise de véritables négociations sur les salaires, les retraites, les services publics, etc.

C'est l'occasion de continuer à construire le mouvement de fond dont nous avons besoin en inscrivant la lutte dans la durée.

LA SITUATION DANS LES HAUTS DE SEINE

Depuis de nombreuses semaines, à l'initiative de la CGT Impôts et Trésor, plusieurs actions ont été menées (visites de postes, de sites, information, tracts, réunions...). Les mouvements de grève des 27 mars, 15 mai ont été plus largement suivis dans le département que dans le reste de la France.

27 mars : 25%

15 mai : 40%

Aujourd'hui des Assemblées Générales de personnels s'organisent dans les CDI et HDF,

- Nous demandons aux collègues des Trésoreries d'y participer dans la mesure du possible.
- Nous demandons aux collègues de se réunir également sur leur lieux de travail afin de discuter entre eux des suites à donner à l'action pour :

⇒ *Le retrait des propositions visant à casser le statut de la Fonction publique (loi sur la mobilité et la reconversion professionnelle, propositions du Livre blanc) ;*

⇒ *L'amélioration des garanties collectives et statutaires des personnels ;*

⇒ *La pérennisation des missions et l'amélioration de leurs conditions d'exercice, à l'opposé des orientations de la RGPP ;*

⇒ *L'arrêt des suppressions d'emplois et l'amélioration des conditions de travail ;*

⇒ *Une réelle augmentation des rémunérations, notamment par la revalorisation du point d'indice.*

SYNDICAT NATIONAL DU TRESOR - SECTION CGT TRESOR 92

Trésorerie Générale des Hauts-de-Seine

167/177 avenue Joliot Curie - 92013 NANTERRE cedex

Tél : 01 40 97 30 74

Mél : cgt.092@dgfip.finances.gouv.fr

Site : www.tresor.cgt.fr/92